

explique Paul Euzière. « Suez a engrangé des bénéfices mais il a restitué le canal dans un état tel que chaque année on perd 10 % à 12 % de l'eau produite, soit environ 880 000 m<sup>3</sup>. Les travaux à réaliser par le Sief vont coûter plus de 80 millions d'euros au contribuable », précise-t-il. Deux autres élus d'opposition, Myriam Lazreug et Stéphane Cassarini, ont déposé plainte pour « mise en danger d'autrui ».

L'eau du Foulon ne sera pas assainie avant le mois d'avril. Les travaux pour une unité de désinfection de l'eau par ultraviolet ont démarré fin janvier. Des purges sont opérées depuis début février pour réduire le nombre de foyers infectés par le parasite, en attendant un mécanisme d'ultrafiltration, pas avant l'automne. ★

LATIFA MADANI

latifa.madani@humadimanche.fr

**Pour les habitants, c'est eau bouillie ou en bouteille. Tout en payant leur facture.**



**YANNICK NADESAN, CONSEILLER MUNICIPAL DÉLÉGUÉ À L'EAU (PCF) DE RENNES, PRÉSIDENT DE LA SPL**

**« EN PASSANT À UNE GESTION PUBLIQUE DE L'EAU, NOUS AVONS D'ORES ET DÉJÀ ÉCONOMISÉ 3 MILLIONS D'EUROS PAR AN »**

En 2015, Rennes, en Bretagne, a confié la gestion de l'eau à une société publique locale (SPL) après 130 années de gestion privée. Avec un bilan plus que positif en termes d'efficacité, d'écologie et de coût.

**Pourquoi la municipalité de Rennes a-t-elle fait le choix d'abandonner la gestion privée ?**

Nous avons décidé de passer en gestion publique directe de l'eau afin de permettre un usage différent de cette ressource, plus respectueuse de l'environnement. L'idée était aussi de mettre fin aux dérives inhérentes à une gestion privée. Le but d'une entreprise privée est avant tout de réaliser des profits, et donc de produire un volume d'eau maximum. Sur notre territoire, contraint en eau, c'était devenu très problématique et il nous fallait donc économiser la ressource. Dans un système privé, le résultat de l'activité économique sert en partie à rémunérer les actionnaires. Il fallait mettre fin à cette perte de richesses pour la collectivité. Enfin, nous voulions être solidaires avec les territoires plus petits et moins urbains qui nous entourent et qu'à partir de la ville il soit possible de diffuser tout le travail politique d'ingénierie et de mise en place d'outils de gestion publique. Toutes ces raisons nous ont amenés à créer cet opérateur de l'eau en « société publique locale ». Avec ce modèle, 100 % de l'argent généré retourne au service public et ainsi à la gestion et à la protection de l'eau.

**Quel bilan en tirez-vous ?**

Les résultats obtenus sont encore plus favorables que prévu : 3 millions d'euros par an ont d'ores et déjà été économisés par rapport à l'ancien modèle. Ils servent à augmenter nos investissements. C'est absolument nécessaire pour améliorer les usines et les rendements, ainsi que le renouvellement des canalisations en eau et des équipements. Nous avons aussi pu maintenir le prix de l'eau, qui n'a pas augmenté depuis 2014. Nous avons travaillé à limiter les écarts de prix entre les territoires. Sur une facture moyenne, il y avait parfois d'une commune à l'autre des différences de plus de 150 euros par an. Aujourd'hui, nous sommes quasiment à zéro euro, en baissant fortement le prix sur les territoires les plus ruraux, là où ils étaient auparavant les plus élevés. Enfin, nous avons gagné en efficacité par rapport à l'ancien modèle, qui était obsolète. Une partie de notre réussite tient aux salariés de Veolia qui ont été intégrés dans la société publique locale. En les plaçant au cœur de l'entreprise et en valorisant leur savoir-faire, nous avons obtenu des gains de productivité extraordinaires. La démonstration a ainsi été faite qu'une gestion publique sérieuse était pertinente d'un

point de vue écologique et efficace sur le plan économique.

**La gestion publique de l'eau est-elle un levier face à la crise climatique ?**

La question écologique était au cœur de notre prise de décision. Le sujet de l'eau ne relève pas d'une question technique, comme on l'entend trop souvent. C'est avant tout une question politique majeure, au cœur des stratégies de développement durable d'un territoire. Se préoccuper de l'eau, c'est se préoccuper de la biodiversité, de la pollution liée aux activités humaines et donc de la refonte de nos modèles économiques. Nous avons surmonté trois années de sécheresse grâce à notre gestion publique de l'eau, qui a permis de développer une stratégie de défense et d'anticipation. De manière assumée, cela s'est fait en partie au détriment de la performance économique immédiate afin d'assurer une gestion durable de la ressource sur le long terme. Avec un opérateur privé sur lequel nous n'avions pas la main, le pilotage aurait été plus défavorable au développement durable. La gestion publique est une gestion écologique. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR

MARION RIVET

PATRICE LAPORIE / NICE MATIN / MAXPPP

